



**Déclaration liminaire de la FNEC FP-FO 02 au
Conseil Départemental de l'Education Nationale
du 7 novembre 2024**

Monsieur le Préfet,
Madame la Directrice Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Après l'annonce de 4000 suppressions de postes à l'Education nationale (dont 3150 dans le 1er degré), le ministre de la Fonction Publique parle de « responsabiliser les agents ». Ce sont des propos totalement abjects, qui prévoient, avec le gouvernement Macron-Barnier, d'allonger de 1 à 3 jours le délai de carence pour les fonctionnaires et de réduire de 100 à 90% le traitement indiciaire perçu pendant des arrêts de maladie ordinaire.

La FNEC-FP-FO rappelle que c'est la politique menée par les gouvernements successifs qui est la principale responsable de la dégradation de la santé des agents : suppressions de postes, contre-réformes (inclusion systématique sans moyen, évaluation PPCR, réforme du bac Blanquer et réforme du choc des savoirs ...) et que les enseignants ne bénéficient d'aucune médecine de prévention alors qu'ils sont exposés plus que d'autres salariés aux maladies infectieuses et au risque de *burn out*.

Le président Macron s'obstine à refuser d'entendre les revendications des personnels et de leurs organisations syndicales. Dans ces conditions, les personnels sont déterminés à utiliser tous les moyens à leur disposition pour faire aboutir leurs légitimes revendications. La FNEC FP-FO se tient à leurs côtés. Nous continuerons à combattre, avec eux, la mise en œuvre à marche forcée des contre-réformes qui cassent l'Ecole publique, ses enseignements disciplinaires, ses diplômes nationaux et qui remettent en cause les statuts et missions des personnels : loi Rilhac (qui alourdit la charge de travail des directeurs), pacte enseignant, réformes du lycée et du baccalauréat, réforme de la voie professionnelle, Parcoursup, SNU, « *choc des savoirs* » qui remet en cause le groupe classe, désorganise les établissements, réduit l'offre des disciplines sous prétexte de recentrer l'enseignement sur les fondamentaux alors que, loin des discours lénifiants voire mensongers, l'instruction due aux élèves laisse de plus en plus souvent la place à une garderie.

Concernant l'ordre du jour de ce CDEN et le bilan de rentrée dans le 1er et 2nd degré dans notre département, la FNEC FP-FO 02 dénonce toujours et encore le manque de moyens même si les chiffres présentés peuvent faire apparaître, à tort, une situation acceptable. Trop de classes sont encore surchargées, avec parfois plus de 25 élèves dans le 1er degré et avoisinant ou dépassant les 30 élèves dans le 2nd degré. Avec le manque de remplaçants, trop de classes resteront sans enseignant dans les prochaines semaines. Le service sera désorganisé avec la répartition des élèves présents dans les autres classes, mettant à mal les conditions de travail des collègues et les conditions d'apprentissage des élèves.

Concernant l'inclusion scolaire, comme ses prédécesseurs, l'ex-ministre Belloubet a été contrainte, lors de sa dernière conférence de presse fin août, de confirmer que 24 000 élèves n'étaient pas pris en charge dans les établissements sociaux et médico-sociaux, faute de places. L'inclusion scolaire systématique et sans moyen ne fonctionne pas avec comme preuve le nombre grandissant de fiche SST ou de saisie du PAS qui concerne des élèves qui relèveraient d'établissements sociaux et médico-sociaux. Cette situation met les enseignants, les AESH et les élèves dans une situation de souffrance qui pourrait être atténuée par la création de postes de PSY-EN, d'infirmières, d'orthophonistes, de

psychothérapeutes, d'ergothérapeutes, d'AESH et d'AED bénéficiant d'un véritable statut de la fonction publique ainsi que d'un salaire décent - tant les élèves qui sont désormais scolarisés en milieu ordinaire souffrent de troubles divers qui nécessitent des soins.

Ce n'est pas la mise en place des PAS qui arrangera la situation. Des moyens supplémentaires ont effectivement été alloués : téléphones, ordinateurs pour les 24 coordinateurs PAS mais rien pour les élèves...aucun recrutement d'AESH supplémentaire, aucun matériel pédagogique, aucun personnel spécialisé recruté. Pour la FNEC FP-FO, les PAS visent à réduire les demandes de reconnaissances MDPH en limitant les prises en charge à de l'accompagnement pédagogique des personnels via le « niveau 1 », à placer les notifications MDPH sous la tutelle de l'Education nationale de manière à réduire drastiquement les heures d'accompagnement dues aux élèves en situation de handicap et à limiter le recrutement d'AESH, présentés par de nombreux rapports ministériels comme des « entraves à l'autonomie des élèves ».

La FNEC FP-FO continue de demander :

- ✓ **Un recrutement immédiat et à hauteur des besoins de personnels sous statut dans les écoles, les établissements et les services pour ouvrir des classes partout où cela est nécessaire, pour arrêter les fermetures de classes,**
- ✓ **La création de postes de remplaçants pour que chaque enseignant absent soit remplacé,**
- ✓ **Le retrait de l'Acte 2 de l'Ecole inclusive,**
- ✓ **L'abandon de la réforme du Lycée Professionnel, du Pacte, et de la réforme du Choc des Savoirs,**
- ✓ **Les créations de postes spécialisés, de PsyEN, d'AESH, AED nécessaires à la prise en charge de tous les élèves en difficulté ou en situation de handicap, l'abandon des PIAL (et de la mise en place des PAS) et l'arrêt de la logique d'inclusion systématique et forcée sans moyen,**
- ✓ **L'augmentation des décharges de direction pour toutes les écoles. Pas une école sans décharge hebdomadaire,**
- ✓ **L'abandon des formations en constellations et des évaluations d'école,**
- ✓ **Le recrutement immédiat de tous les candidats aux concours inscrits sur les listes complémentaires et le réabondement de celles-ci, la titularisation ou la stagiairisation de tous les contractuels qui le souhaitent,**
- ✓ **L'abandon de la réforme de la formation initiale des enseignants et le retour à une véritable formation pour les stagiaires,**
- ✓ **L'augmentation immédiate des salaires par l'augmentation significative du point d'indice (au moins 10% tout de suite et le rattrapage des 28,6% perdus depuis 2000).**